

Nicaragua : « L'Économie sociale est un acteur à part entière du développement »

Regroupant plus de six cents coopératives agricoles à travers le Nicaragua, la Fédération Nationale des Coopératives (Fenacoop), partenaire du CCFD-Terre Solidaire, démontre depuis sa création, en 1990, que le coopérativisme est un modèle capable de développer une vision économique et sociale.



© Jean-Claude Gérez

Un trophée est discrètement posé sur une étagère du bureau de Sinforiano Càceres, le président de la Fédération Nationale des Coopératives du Nicaragua (Fenacoop), partenaire du CCFD-Terre Solidaire. « Ce prix nous a été décerné fin 2013 par l'Association des Producteurs et Exportateurs du Nicaragua, explique-t-il. Il récompense notre travail destiné à développer l'exportation de cacao et de haricots produits par nos coopératives adhérentes. » Dans un pays marqué par une gestion libérale de l'économie, cette distinction provenant d'une organisation patronale, est loin d'être anecdotique. « C'est une démonstration faite au gouvernement nicaraguayen que le monde coopératif est un acteur économique qui a toute sa place dans ce pays. »

Aujourd'hui le partenaire du CCFD-Terre Solidaire regroupe 620 coopératives de production agricole et agro-industrielle réparties sur l'ensemble du territoire. Avec des ambitions qui se sont affirmées au fil des années. « Nous continuons à vouloir représenter et promouvoir les intérêts des entreprises coopératives, afin d'améliorer durablement la qualité de vie des sociétaires et de leurs familles, assure Sinforiano

Càceres. Le tout, en respectant l'environnement et l'égalité des genres. » Une mission pas si simple, dans un pays où le gouvernement du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), est désormais bien loin de ses convictions révolutionnaires des années 1980.

La preuve ? La Fenacoop a été sollicitée, en 2007, comme les dix autres fédérations de coopératives nicaraguayennes, pour faire partie du gouvernement (fraichement réélu) du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN). Mais elle a été la seule à refuser. « Nous avons dit que nous voulions simplement un bon gouvernement qui nous aide à développer des programmes et des politiques permettant de structurer le monde coopératif. Nous pensions que les conditions politiques étaient réunies. Nous avons aussi expliqué que nous nous préférons conserver notre autonomie politique et notre liberté de critiquer. » Une décision courageuse, mais dont les conséquences auraient pu être fatales.

Autosuffisante à la fin 2014

« Pendant des années, nous avons été exclus de toutes les initiatives du gouvernement, se souvient en effet Sinfiorano Cáceres. Nous avons failli disparaître, mais nous avons résisté. Cela a été possible car la majorité des adhérents a compris qu'il nous fallait préserver notre dignité et notre liberté de penser. » Une liberté qui était présentée comme « essentielle » lorsque le Front Sandiniste luttait avec les armes. « Aujourd'hui, notre richesse et notre force est la cohabitation de personnes aux tendances politiques et idéologiques différentes, voire opposées, sourit Sinfiorano. Il y a désormais une réelle valeur à être membre d'une fédération coopérativisme, comme on peut l'être d'un parti politique. »

Mais c'est évidemment, en travaillant pour structurer les coopératives, la Fenacoop a acquis sa respectabilité : accompagnement à la production, création de circuits de commercialisation, développement de l'agriculture d'autosuffisance aussi bien que de réseaux d'exportations... Le travail a été mené dans de nombreuses directions. Au point que d'ici à la fin de l'année 2014, la production et la commercialisation du cacao et des haricots devraient permettre à la Fenacoop de se rapprocher d'un objectif hautement symbolique pour une entité qui a failli disparaître : devenir financièrement autosuffisante.

« Mettre fin au chantage économique »

Un des symboles les plus marquants du travail réalisé par la Fenacoop est sans aucun doute cet investissement, début 2013, sur ces fonds propres, de 600 000 USD (environ 440 000 euros), pour développer plusieurs projets liés à la chaîne du cacao. C'est le cas à Nueva Guinea par exemple, dans la région autonome de l'Atlantique Sud, où la construction d'un lieu de stockage a été lancée, ainsi que la formation de petits producteurs. De quoi permettre aux agriculteurs de développer considérablement la production d'un fruit dont l'arbre offre en outre la caractéristique de participer à la reforestation du territoire.

C'est cette crédibilité à construire un projet coopératif viable et durable, tout en restant neutre par rapport au pouvoir politique en place, qui a valu à la Fenacoop une reconnaissance internationale. Le partenaire du CCFD-Terre Solidaire a ainsi établi

un dialogue de coopération avec l'Union Européenne. Mais il a fait mieux. « Début 2014, nous avons obtenu un financement provenant directement du Bureau International du Travail (BIT), se réjouit Sinfiorano Càceres. Cette coopération est fondamentale car elle nous donne une immunité face au chantage économique de l'État ! Elle démontre aussi que l'économie sociale peut désormais être reconnue comme un agent à part entière de la promotion du développement. Mais aussi un acteur économique en soit, avec une vision économique et sociale. » De quoi donner encore plus de valeur symbolique au trophée dans le bureau du président de la Fenacoop.

Jean-Claude Gérez

Publié le 22 juillet 2014

<http://ccfd-terresolidaire.org/projets/ameriques/nicaragua/nicaragua-l-economie-4711>

autre article :

Au Nicaragua et au Guatemala, des solutions contre la malnutrition et la pauvreté

<http://ccfd-terresolidaire.org/projets/ameriques/nicaragua/au-nicaragua-et-au-4267>

